

Alexandre MAITROT DE LA MOTTE

maitrotdelamotte@u-pec.fr

alexandre.maitrotdelamotte@univ-paris-est.fr

@AlexMaitrot



***Professeur de droit public à l'Université Paris-Est Créteil
Agrégé des facultés de droit***

Docteur en droit

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (section service public)

Ancien élève du Prior Park College (Bath)

Ancien élève de l'Aloisiuskolleg (Bonn-Bad Godesberg)

Premier vice-président de la ComUE Université Paris-Est

Vice-doyen de la faculté de droit de l'Université Paris-Est Créteil

Président de la section de droit public (faculté de droit de l'Université Paris-Est Créteil)

Directeur du master « droit fiscal, spécialité fiscalité appliquée »

Directeur du double master de droit UPEC / Mayence

Directeur scientifique de la *Revue de Droit Fiscal* (Lexis Nexis)

Directeur scientifique du *Juris-Classeur Fiscal International* (Lexis Nexis)

Spécialisations :

- Droit fiscal : droit fiscal européen, droit fiscal international, droit fiscal général, fiscalité personnelle (impôt sur le revenu, impôts sur le capital), contentieux fiscal européen
- Droit de l'Union européenne : aides d'Etat, libertés de circulation
- Droit financier public : finances locales et finances européennes
- Droit des collectivités locales : contrôle des collectivités locales

Expertises :

- Membre du comité scientifique de la *MENA Business Law Review*
- Membre du comité scientifique de la *Revue Tunisienne de Fiscalité*
- Membre du « groupe d'experts sur l'élimination des problèmes fiscaux rencontrés par les particuliers » près la Commission européenne (12 juin 2014 - 1^{er} février 2016)
- Expertise pour le Parlement européen (commission d'enquête sur le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale et la fraude fiscale, dite « PANA »)
- Expertise pour le compte de l'Agence Nationale de la Recherche (2014)

Sociétés savantes :

- European Association of Tax Law Professors (www.eatlp.org): Member of the Academic Committee
- Institut International des Sciences Fiscales (www.2isf.org): Membre fondateur ; ancien membre du conseil d'administration

Jurys de concours :

- Membre du jury du concours national d'agrégation de droit public (2017-2018)
- Membre du jury du concours externe d'entrée à l'École Nationale d'Administration (2011), puis du concours interne (2012)

Fonctions et activités antérieures

Février 2018 - Septembre 2018	Chargé de mission auprès de Madame Françoise Moulin Civil, administratrice provisoire de l'Université Paris-Est Créteil (en charge des affaires institutionnelles, des finances, des affaires juridiques et de la communication)
Septembre 2017 – Mai 2018	Membre du jury du concours d'agrégation de droit public
Mai 2016 - Février 2018	Assesseur au Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil, en charge des affaires juridiques et de la communication
Mai 2016 - Septembre 2018	Président de la commission des statuts de l'Université Paris-Est Créteil
Janvier 2015 - Septembre 2017	Directeur de l'Equipe d'Accueil « Marchés, Institutions, Libertés » (EA 7382)
Septembre 2010 - Novembre 2016	Assesseur du doyen de la faculté de droit, en charge de la recherche (Université Paris-Est Créteil)
Février 2012 - Février 2016	Membre élu du Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil Président de la section disciplinaire du Conseil d'administration de l'Université Paris-Est Créteil (usagers et enseignants-chercheurs)
Depuis septembre 2008	Professeur à la faculté de droit de l'Université Paris-Est Créteil
Septembre 2006 – Août 2008	Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Angers
Juillet 2006	Lauréat du premier concours d'agrégation de droit public (9 ^e)
Septembre 2005 – Août 2006	Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université Paris-Est Créteil
2 décembre 2004	Doctorat en droit, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Thèse engagée en septembre 2001 sous la direction du Professeur Jacques Buisson, consacrée au sujet « Souveraineté fiscale et construction communautaire – Recherche sur les impôts directs »
Septembre 2004 – Août 2005	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université Panthéon-Assas Paris II
Septembre 2001 – Août 2004	Allocataire de recherche – Moniteur à la faculté de droit de l'Université Paris V - René Descartes

Distinctions

- Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques

Principales publications

Ouvrages personnels

- *Droit fiscal de l'Union européenne*, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne – Traités », 2^e édition, 2016, 867 p. (1^e édition 2012, 728 p.)
- *Droit fiscal*, Presses Universitaires de France, collection « Licence », 2011, 304 p.
- *Souveraineté fiscale et construction communautaire – Recherche sur les impôts directs*, LGDJ, collection « Bibliothèque de Science Financière », vol. 44, juillet 2005, X-537 p.

Ouvrages collectifs - direction

- *Lexis Pratique Fiscal*, 5^e édition, mars 2020, xx-1900 p. (comité scientifique). 1^e édition en septembre 2016 ; 2^e édition en mars 2017 ; 3^e édition en mars 2018 ; 4^e édition en mars 2019
- *Droit des collectivités territoriales*, Éditions Cujas, collection « Références », 2^e édition 2015, 708 p. (avec Olivier GOHIN, Michel DEGOTTE et Charles-André DUBREUIL – 1^e édition 2011, 649 p.)
- *Les libertés européennes de circulation : In varietate concordia ?*, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne – Colloques », 2013, 472 p. (avec Edouard DUBOUT)
- *Droit de l'Union européenne et droit international : les interactions normatives*, Pédone, Cahiers de droit européen, 2012, n° 2, 380 p. (actes du colloque des 3 et 4 février 2011, avec Laurence BURGORGUE-LARSEN, Édouard DUBOUT et Sébastien TOUZE)
- *Revue des Affaires Européennes – Law & European Affairs*, 2007/2008, n° 1 : direction de ce numéro consacré aux *entraves fiscales au sein du marché intérieur*

Ouvrages collectifs - participation

- « Taxation of business in the EU: General », In Christiana PANAYI, Werner HASLEHNER and Edoardo TRAVERSA (dir.), *Research Handbook in EU Tax Law*, Elgar, collec. Research Handbooks in European Law, 2020, pp. 178-193.
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2018 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2019, pp. 533-582 (commentaires des arrêts *Picart*, *Luca Menci*, *Bevola* et *Finanzamt B c/ A-Brauerei*)
- « Corporate tax residence and mobility – French Report », In Edoardo TRAVERSA (Ed.), *Corporate tax residence and mobility - EATLP Annual Congress Lodz, 1 - 3 June 2017*, International Bureau of Fiscal Documentation, EATLP International Tax Series, 2018, Vol. 16, pp. 279-300
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2017 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2018, pp. 443-498 (commentaires des arrêts *de Lobkowicz*, *Berlioz Investment Fund*, *AFEP*, *Congregacion de Escuelas Pias Provincia Betania*, et *Eqiom*)
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2016 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2017, pp. 407-434 et pp. 503-516 (commentaires des arrêts *de Pensioenfond Metaal en Techniek*, *Guy Riskin* et *Geneviève Timmermans*, *SECIL – Companhia Geral de Cal e Cimento SA* et *Commission européenne c/ World Duty Free Group SA*)
- « Surcharges and Penalties in Tax Law – French Report », In Roman SEER and Anna Lena WILMS (Ed.), *Surcharges and Penalties in Tax Law - EATLP Annual Congress Milan, 28 - 30 May 2015*, International Bureau of Fiscal Documentation, EATLP International Tax Series, 2016, Vol. 14, pp. 333-354 (avec Ludovic AYRAULT)
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2015 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2016, pp. 435-478 (commentaires des arrêts *Commission européenne / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (C-172/13)*, *Sopora*, *Aff. jointes J. B. G. T. Miljoen, X et Société Générale SA c/ Staatssecretaris van Financiën*, et *Dragoş Constantin Târşia*)

- « New exchange of information versus tax solutions of equivalent effect – French Report », In Giuseppe MARINO (Ed.), *New exchange of information versus tax solutions of equivalent effect - EATLP Annual Congress Istanbul, 29 - 31 May 2014*, International Bureau of Fiscal Documentation, EATLP International Tax Series, 2015, Vol. 13, pp. 267-286
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2014 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2015, pp. 401-466 (commentaires des arrêts *Hervis Sport, Emerging Markets Series, SCA Group Holding BV, Nordea Bank Danmark, Commission / Espagne (C-127/12)*, et *Kronos International Inc*)
- « France: Is there Symmetry between State of taxation and State of Deduction of Expenses? - Commentary of Conseil d'Etat, 1st October 2013, n° 351982, *Sté BNP Paribas* », In Eric KEMMEREN and alii, *Tax treaty case law around the Globe 2014* (actes du colloque international organisé par la Tilburg University du 22 au 24 mai 2014), International Bureau of Fiscal Documentation, 2014, chapter 5, pp. 41-54
- « France: When Does a French Taxpayer Who Transfers Tax Residence to Switzerland Become a Swiss Resident under the Treaty? - Commentary of Conseil d'Etat, 29 April 2013, n° 357576, *Mr. Picart* », In Eric KEMMEREN and alii, *Tax treaty case law around the Globe 2014* (actes du colloque international organisé par la Tilburg University du 22 au 24 mai 2014), International Bureau of Fiscal Documentation, 2014, chapter 12, pp. 121-128
- « The taxation of dividends in France », In Guglielmo MAISTO (dir.), *Taxation of intercompany dividend distributions under domestic law, EU law and tax treaties* (actes du colloque international organisé à Milan le 1er octobre 2011), International Bureau of Fiscal Documentation, collec. « EC and International Tax Law Series », Volume 8, 2012, pp. 511-564
- « Harmonisation fiscale européenne », In *Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Lassale, Gabriel Montagnier et Luc Saïdj*, L'Harmattan, collec. « finances publiques », 2012, pp. 241-272
- « L'influence du droit européen sur les concepts fiscaux nationaux », In Jean-Bernard AUBY (dir.), *L'influence du droit européen sur les catégories du droit public*, Travaux de la Chaire Mutation de l'Action publique et du Droit Public (Sciences Po Paris) et du GIP Droit et Justice, Dalloz, collec. « Thèmes et Commentaires », 2010, pp. 863-877
- « La concurrence fiscale dommageable », Préface de la thèse de M. Seçuk Altindag, *La coopération des États membres et des autorités communautaires face à la concurrence fiscale dommageable*, L'Harmattan, collec. « Finances publiques et fiscalité », 2009, pp. 7-18
- « Droit fiscal et finances publiques » (avec Jacques BUISSON), In *Mention Droit*, Editions Eyrolles, collec. « Mention », juillet 2007
- « La costruzione dell'europa fiscale ad opera della corte di giustizia delle Comunità Europee: l'esempio delle imposte dirette », In Marc LEROY (dir.), *Fiscalità e globalizzazione – Gli effetti in materia fiscale del processo di apertura dei mercati e il ruolo degli stati nazionali*. Torino : L'Harmattan Italia, collana « Logiche Sociali », 2007, pp. 88-118

Articles

- « Les limites du principe constitutionnel d'égalité corrélative », *Revue de Droit Fiscal*, 2020, n° 20, act. 151

- « La codificazione nel diritto tributario francese: un'analisi comparativa », *NEQTEPA*, 2019, n° 2, pp. 32-44
- « L'application du droit de l'Union européenne en matière fiscale », *Titre VII*, 2019, n° 2, pp. 244-257 ; et en ligne : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/l-application-du-droit-de-l-union-europeenne-en-matiere-fiscale>
- « The recovery of the illegal fiscal State aids: tax less to tax more », *EC Tax Review*, 2017, n° 2, pp. 75-88
- « VAT neutrality and tax fraud - The European example », *MENA Business Law Review*, 2016, n° 3, pp. 54-57
- « L'extension des régimes fiscaux européens aux situations originellement exclues de leur champ : vers l'élimination des discriminations européennes par le principe constitutionnel d'égalité corrélative ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 37, comm. 475, pp. 28-40
- « La Commission européenne publie un « paquet sur la lutte contre l'évasion fiscale » », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 5, comm. 137, pp. 11-16
- « Droit de l'UE et prélèvements sociaux sur les revenus du capital des non-résidents », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 1, comm. 9
- « La naissance des talents », *Revue de Droit Fiscal*, 2015, n° 23, spécial TMJF, comm. 361, pp. 29-30
- « Investissements et fiscalité dans le droit de l'Union européenne », *Revue des Affaires Européennes - Law & European Affairs*, 2014, n° 4, pp. 689-705
- « Les libertés européennes de circulation et les « pays tiers » », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 25, comm. 384, pp. 13-23
- « A European Tax: Legal and political issues », *Revue de l'OFCE*, 2014, n° 134, pp. 141-150
- « La contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés français », *Le fiscalogues international*, 2014, n° 361, p. 14
- « Les aides d'État et la concurrence fiscale dommageable », *Revue de Droit Fiscal*, 2013, n° 25, comm. 334, pp. 42-50
- « Contrôle fiscal et souveraineté fiscale », *Gestion et finances publiques*, 2011, n° 12, pp. 905-910
- « La construction de l'Europe fiscale et la citoyenneté de l'Union », *Revue des Affaires Européennes – Law & European Affairs*, 2011, n° 1, pp. 61-70
- « Le bouclier fiscal et les libertés européennes de circulation : les enjeux du débat », *Revue de Droit Fiscal*, 2010, n° 46, act. 438, pp. 3-4
- « La fiscalité des dividendes dans l'Union européenne », *Europe*, mai 2010, n° 5, pp. 5-8
- « La sous-capitalisation à l'épreuve des libertés de circulation », *L'Année Fiscale 2009 (Revue de Droit Fiscal)*, 2010, n° 8-9, comm. 196, pp 11-21)
- « Les aides d'État sous forme fiscale – compte-rendu du colloque organisé à la Faculté de Droit de l'Université Paris 12 les 25 et 26 septembre 2008 », *Revue de Droit Fiscal*, 2008, n° 48, comm. 595, pp. 9-25
- « La « taxe de 3 % » et le droit communautaire : l'Europe fiscale à la croisée des chemins. A propos de l'arrêt *Elisa* du 11 octobre 2007 », *L'Année Fiscale 2007 (Revue de Droit Fiscal)*, 2008, numéro hors-série, étude n° 5)
- « Les entraves fiscales « à l'entrée » et le principe de non-discrimination », *Revue des Affaires Européennes - Law & European Affairs*, 2007/2008, n° 1, pp. 19-40

- « La libre-circulation des capitaux, les conventions fiscales internationales et les actionnaires non-résidents », *Revue des Affaires Européennes - Law & European Affairs*, 2006, n° 1, pp. 137-150
- « La Cour de justice et le principe de non-discrimination: remarques sur l'arrêt *D.* du 5 juillet 2005 », *L'Année Fiscale*, 2006, pp. 99-122
- « La réforme de la loi informatique et libertés et le droit au respect de la vie privée », *AJDA*, 2004, n° 41, pp. 2269-2273
- « La réforme de la redevance audiovisuelle : on ne peut pas plaire à tout le monde », *Revue de Droit Fiscal*, 2004, n° 22-23, pp. 940-950
- « Le droit au respect de la vie privée ». In Pierre TABATONI et alii, *La protection de la vie privée dans la société de l'information*. Paris : Presses Universitaires de France, Cahiers des sciences morales et politiques, Tome 5, 2002, pp. 271-383

Chroniques

- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2018 – 28 février 2019) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2019, n° 260, pp. 257-265
- « Chronique de fiscalité – année 2018 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2019, n° 2, pp. 419-458
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2017 – 28 février 2018) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2018, n° 250, pp. 232-240
- « Chronique de fiscalité – année 2017 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2018, n° 2, pp. 475-503
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2016 – 28 février 2017) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2017, n° 240, pp. p. 233-240
- « Chronique de fiscalité – année 2016 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2017, n° 2, pp. 147-165
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2015 – 29 février 2016) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2016, n° 230, pp. 228-234
- « Droit fiscal de l'Union européenne (1^{er} janvier 2014- 31 décembre 2015) », In *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2015*, Ed. Panthéon Assas, 2016, pp. 941-1030
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2014 – 28 février 2015) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2015, n° 220, pp. 255-264
- « Droit fiscal de l'Union européenne », In *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2013*, Ed. Panthéon Assas, 2015, pp. 795-836
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2013 – 28 février 2014) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2014, n° 210, pp. 260-268
- « Droit fiscal », In *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2012*, Ed. Panthéon Assas, 2014, pp. 721-768

Actes de colloques

- « Le consentement à l'impôt et les autorités européennes », *Revue Française de Finances Publiques*, 2020, n° 150, pp. 67-81 (actes du colloque organisé par la société française de finances publiques le 4 octobre 2018)

- « Arbitrage entre Etat de source et Etat de résidence », In Thomas Jacquemont (dir.), *Union européenne et souveraineté fiscale* (actes du colloque organisé à l'Assemblée Nationale le 18 mars 2019), *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 2, pp. 21-23
- « Droit fiscal et droit de l'Union européenne », In *Actualité des questions fiscales internationales*, @LexbaseFiscal, n° 768, 17 janvier 2019 (actes du colloque organisé le 25 juin 2018 par l'Institut des Hautes Etudes Internationales (Paris II) et le laboratoire Forces du droit (Paris 8))
- « France: Recent and Pending Cases: Euro Park Service and Eqiom (C-14/16 and C-6/16), Jacob and Marc Lassus (C-327/16 and C-421/16), AFEP (C-365/16), Picart (C-355/16), and de Lobkowitz (C-690/15) », In Michael LANG (Ed.), *CJEU – Recent Developments in Direct Taxation 2017* (Actes du colloque « Recent and Pending Cases at the CJEU on Direct Taxation » organisé à la WirtschaftUniversität de Vienne du 16 au 18 Novembre 2017), Linde, 2018, pp. 41-72
- « Reconnaissance mutuelle et droit fiscal européen », In Claire MARZO et Maria FARTUNOVA-MICHEL, *Les dimensions de la reconnaissance mutuelle dans l'Union européenne*, Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de l'UPEC le 8 octobre 2015, Bruylant, collec. « Colloques », 2018, pp. 155-180
- « Conclusions » du colloque *Le droit de la concurrence et accord d'association : Etat des lieux et perspectives* organisé les 3 et 4 avril 2017 à la Maison de la Tunisie (Paris) par les facultés de droit de l'UPEC et de Sfax, publié en ligne : <https://blogdroiteuropeen.com/2017/07/07/conclusions-du-colloque-droit-de-la-concurrence-et-accord-dassociation-ue-tunisie-par-alexandre-maitrot-de-la-motte/>
- « Propos conclusifs » du colloque *Le moment opportun pour un choc fiscal ?* organisé le 7 février 2017 par le Master 2 Juriste fiscaliste de l'Université Paris Descartes et le Master Droit fiscal, spécialité fiscalité appliquée de l'Université Paris Est Créteil, *Revue de Droit Fiscal*, 2017, n° 11, comm. 203
- « Les libertés du contribuable et la nécessité de l'impôt », In *Le contribuable et les libertés* (Actes du colloque international organisé les 3, 4 et 5 novembre 2016 à Sfax, Tunisie), *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2017, n° 25, pp 39-66.
- « La réforme de la lutte contre l'évasion fiscale internationale : aspects démocratiques et financiers », In *Les aspects démocratiques et financiers de la réforme fiscale* (Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de Sfax les 7 et 8 avril 2016), *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2017, n° 24, pp. 179-205
- « La lutte contre l'évasion fiscale internationale », In Josiane AUVRET-FINCK, *La Commission européenne en voie de redynamisation ?* (Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de Nice les 1er et 2 avril 2015), Pédone, collection Institut du droit de la paix et du développement, 2017, pp. 221-244
- « Le rôle de l'Union européenne dans l'harmonisation des taux des droits d'apport », In *Les droits d'enregistrement : quel avenir ?* (Actes du colloque organisé par la Faculté de droit d'Aix-en-Provence le 7 octobre 2016), *Revue de Droit Fiscal*, 2017, n° 17, comm. 278
- « La concurrence fiscale dans la jurisprudence de la Cour de justice », In Emmanuelle MAZUYER, Eric CARPANO et Manuel CHASTAGNARET, *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'Union européenne* (Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de Lyon III les 19 et 20 novembre 2015), Larcier, collec. « Dossiers », 2016, pp. 293-312
- « La réaction de l'Union européenne : le « paquet de mesures contre l'évasion fiscale » », In *La gestion fiscale des groupes de sociétés. Actualités et perspectives* (Actes du colloque organisé par l'IDRAP le 23 septembre 2016 à l'Université de Bordeaux), *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 49, comm. 631, pp. 48-55

- « Les divergences de jurisprudence entre juge administratif et juge judiciaire de l'impôt », In *Juge pénal et juge de l'impôt - Actes du colloque tenu le vendredi 8 juillet 2016 en la Grand'chambre de la Cour de cassation, Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 38, comm. 499, pp. 37-41
- « La nature juridique de la redevance de surveillance », In Francesco MARTUCCI, *L'Union bancaire* (Actes du Colloque du centre de droit européen de l'Université Paris II des 15 et 16 janvier 2015), Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne – Colloques », 2016, pp. 119-134
- « Les impôts locaux en France », In *La fiscalité locale aujourd'hui* (Actes du huitième colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 27 et 28 novembre 2014), *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2015, n° 22, pp. 41-62
- « Le contrôle budgétaire des finances locales en France », In *La décentralisation financière* (Actes du neuvième colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 23 et 24 avril 2015), *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2015, n° 22, pp. 461-473
- « L'Union européenne et les décisions anticipées en matière fiscale », *Revue de Droit Fiscal*, n° 27, comm. 447, pp. 31-37 (Actes du colloque organisé le 4 mai 2015 à l'université Paris Descartes sur *Le rescrit fiscal*)
- « La concurrence fiscale dans l'Union européenne », In Sarah DORMONT et Thomas PERROUD, *Droit et Marché - Actes du colloque organisé par la Faculté de droit de l'UPEC le 12 décembre 2013*, LGDJ, 2015, pp. 197-220
- « Le fédéralisme économique et la fiscalité dans l'Union européenne » (avec Edoardo TRAVERSA), In Stéphane DE LA ROSA, Francesco MARTUCCI et Edouard DUBOUT, *Le fédéralisme économique et l'Union européenne - Discours et réalités*, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne – Colloques », 2015, pp. 343-379 (Actes du colloque annuel de la CEDECE organisé à l'Assemblée Nationale les 20 et 21 juin 2013)
- « La spécificité de la liberté de circulation des capitaux : l'exemple des entraves fiscales », In Edouard DUBOUT et Alexandre MAITROT DE LA MOTTE (dir.), *Les libertés européennes de circulation : In varietate concordia ?*, Bruylant, collection « Droit de l'Union européenne – Colloques », 2013, pp. 289-327 (Actes du colloque international organisé à la Faculté de Droit de l'Université Paris-Est Créteil les 15 et 16 mars 2012)
- « L'endettement, l'impôt et la construction de l'Union européenne : quelques paradoxes », In Néji BACCOUCHE et Alexandre MAITROT DE LA MOTTE, *L'endettement et l'impôt*, Tunis : *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2013, n° 20, pp. 259-290 (Actes du septième colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 22, 23 et 24 novembre 2012)
- « Les principes démocratiques et la construction de l'Europe fiscale », In Néji BACCOUCHE (dir.), *Impôt et démocratisation des systèmes politiques*, Tunis : *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2012, n° 18, pp. 41-98 (Actes du sixième colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 5, 6 et 7 avril 2012)
- « Les conséquences de la subsidiarité des conventions fiscales internationales dans leur rapport avec le droit de l'Union européenne », In Laurence BURGORGUE-LARSEN, Édouard DUBOUT, Alexandre MAITROT DE LA MOTTE et Sébastien TOUZE (dir.), *Droit de l'Union européenne et droit international : les interactions normatives*, Pédone, Cahiers de droit européen, 2012, n° 2, pp. 211-248 (Actes du colloque des 3 et 4 février 2011)

- « L'Etat doit-il devenir une entreprise comme les autres ? », In Alexandre MAITROT DE LA MOTTE et Néji BACCOUCHE (dir.), *L'Etat et l'entreprise* : Tunis : Revue Tunisienne de Fiscalité, 2012, n° 17, pp.15-28 (Actes du colloque organisé à l'Université Paris-Est Créteil, en coopération avec la Faculté de Droit de Sfax, les 6 et 7 mai 2010)
- « Les libertés européennes de circulation et la fraude fiscale », In Néji BACCOUCHE (dir.), *La lutte contre la fraude fiscale*, Tunis : Revue Tunisienne de Fiscalité, 2012, n° 16, pp. 29-50 (Actes du cinquième colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 11, 12 et 13 novembre 2010)
- « Faut-il réécrire le Code général des impôts ? », In Jacques BUISSON (dir.), *La sécurité fiscale*, L'Harmattan, collec. finances publiques, 2011, pp. 75-96 (Actes du colloque organisé à l'Université Paris Descartes le 9 octobre 2009)
- « L'entrave fiscale », In Loïc AZOULAI (dir.), *L'entrave dans le droit du marché intérieur*, Bruylant, collec. Droit de l'Union européenne, 2011, pp. 97-133 (Actes du colloque organisé par l'Université Paris II les 4 et 5 décembre 2009)
- « Les conditions préalables à la mise en place d'un impôt européen », In *Les finances communautaires à l'aube des perspectives financières 2007-2013*. Toulouse : Presses de l'Université Toulouse I, collec. Études de l'IRDEIC, 2011, vol. VII, pp. 107-148 (Actes du colloque organisé à Toulouse les 11 et 12 mai 2007 par la Société Française de Finances Publiques et l'Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé)
- « The separation of powers – French Report » (en collaboration avec Emmanuel de Crouy-Chanel), In Ana Paula DOURADO (dir.), *Separation of powers in tax law*. EATLP International Tax Series, Vol. 7, 2010, pp. 97-108 (Actes du colloque international organisé dans le cadre de la *European Association of Tax Law Professors* à Saint-Jacques de Compostelle le 4 juin 2009)
- « Procedural Rules in Tax Law in the Context of Community Law and Domestic Law: the French Case », In Michael LANG, Pasquale PISTONE, Josef SCHUCH and Claus STARINGER (dir.), *Procedural Rules in Tax Law in the Context of Community Law and Domestic Law*. The Hague: Kluwer Law International BV, collec. « Eucotax », 2010, pp. 241-264 (Actes du colloque international de Rust (Autriche) organisé par la Wirtschaftsuniversität de Vienne les 2, 3 et 4 juillet 2009)
- « Les avantages fiscaux et la réglementation communautaire des aides d'Etat », In Néji BACCOUCHE (dir.), *Les avantages fiscaux et les politiques de développement*, Tunis : Revue Tunisienne de Fiscalité, 2010, n° 14, pp.275-311 (Actes du colloque international organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 12, 13 et 14 novembre 2009)
- « Le droit fiscal et financier et les unités étatiques », In Félicien LEMAIRE (dir.), *De l'unité de l'État*, Paris : Cujas, collection Actes & Etudes, 2010, pp. 127-137 (Actes du colloque international organisé à Angers les 9 et 10 octobre 2008 par le Centre Jean Bodin de l'Université d'Angers)
- « La notion d'impôt – Le droit fiscal à la recherche de son objet », In Guillaume TUSSEAU (dir.), *Les notions juridiques, Journée d'étude de la promotion d'agrégation de Droit Public 2005-2006, organisée à Rouen le jeudi 20 septembre 2007*, Paris : Economica, collec. « études juridiques », 2009, pp. 101-124
- « La souveraineté fiscale et les organisations internationales à vocation économique », In Néji BACCOUCHE (dir.), *Les implications financières, fiscales et douanières de l'Union euro-méditerranéenne*. Tunis : Revue Tunisienne de Fiscalité, 2009, n° 11, pp. 181-227 (Actes du colloque organisé par la Faculté de droit de Sfax (Tunisie) les 20, 21 et 22 novembre 2008)

- « The Société Papillon Case », In Michael LANG, Pasquale PISTONE, Josef SCHUCH and Claus STARINGER, *ECJ – Recent Developments in Direct Taxation 2008*. Vienne: Linde, coll. « Series on International Tax Law », vol. 57, novembre 2008, pp. 91-122 (Actes du colloque international organisé par la Wirtschaftsuniversität de Vienne les 25, 26 et 27 septembre 2008)
- « État régional et fédéralisme fiscal », In Jean FOUGEROUSE, *L'État régional – une nouvelle forme d'État ?* Bruxelles : Bruylant, 2008, pp. 201-225 (Actes du colloque international organisé à Angers les 23 et 24 mai 2007 par le Laboratoire Angevin de Recherche sur les Actes Juridiques)
- « Les procédures d'urgence dans le contentieux fiscal », In Olivier GOHIN (dir), *Les procédures d'urgence – approche comparative*. Paris : Éditions Panthéon-Assas, 2008, pp. 161-183 (Actes de la journée d'études du 22 mars 2007 organisée par l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF), l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris et l'Université Panthéon-Assas Paris II (Centre de recherche en droit administratif))
- « La construction de l'Europe fiscale par la Cour de justice des Communautés européennes », In Marc LEROY (dir). *Mondialisation et Fiscalité – La globalisation fiscale*. Paris: L'Harmattan, collec. « Finances Publiques », 2006, pp. 189-224 (Actes du colloque international d'Orel (Russie) des 14 et 15 novembre 2005)

Notes de jurisprudence

- « Les conditions d'application de l'article 182 B du CGI et le droit de l'Union européenne : le plan de continuité pédagogique du Conseil d'État », *Revue de Droit Fiscal*, 2020, n° 15-16, comm. 224 (note sous CE, 8e et 3e ch., 22 novembre 2019, n° 423698, *SAEM de gestion du Port Vauban*)
- « Le Conseil constitutionnel et l'insuffisante protection des contribuables face à l'instabilité législative », *Revue de Droit Fiscal*, 2020, n° 14, comm. 217 (note sous Cons. const., 15 novembre 2019, n° 2019-812 QPC, *Sébastien M*)
- « Note sous CE, 4 octobre 2019, n° 432615, *Sté Casden Banque populaire SA* et Cons. const., 7 janvier 2020, n° 2019-819 QPC, *Sté Casden Banque populaire* », *Fiscalité Internationale*, 2020, n° 1, pp. 36-39
- « Les retenues à la source et le principe constitutionnel d'égalité : remarques sur la conformité contestable du c du paragraphe I de l'article 182 B du CGI aux droits et libertés que la Constitution garantit », *Revue de Droit Fiscal*, 2019, n° 42, comm. 409 (note sous Cons. constit., 24 mai 2019, n° 2019-784 QPC, *Sté Cosfibel Premium*)
- « Note sous CE, 12 avril 2019, n° 376193, 380199, 380205, 380206, 380208, 380209, *SAS Carrefour Hypermarchés et autres* », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 3, pp. 50-52
- « Le droit de l'Union européenne et l'imposition des dividendes perçus par des sociétés non-résidentes déficitaires : des questions résolues et des problèmes en suspens », *Revue de Droit Fiscal*, 2019, n° 26, comm. 311 (note sous CE, 9^e et 10^e chambres, 27 février 2019, n° 398662, *Sofina*)
- « Note sous CJUE (grande chambre), 26 février 2019, *Skatteministeriet c/ T Danmark et Y Denmark Aps*, aff. jointes C-116/16 et C-117/16 ; et *N Luxembourg 1 et autres c/ Skatteministeriet*, aff. jointes C-115/16, C-118/16, C-119/16 et C-299/16 », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 2, pp. 72-75

- « Les rulings fiscaux nationaux et le contrôle européen des aides d'État », *Revue de Droit Fiscal*, 2019, n° 8, comm. 169 (note sous Trib. UE, 7e ch., 14 février 2019, Aff. T-131/16 et T-263/16, *Belgique c/ Commission et Magnetrol International c/ Commission*)
- « Note sous CAA Versailles, 22 novembre 2018, n° 17VE02074, *Vivendi* », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, pp. 64-65
- « Note sous CE, 12 octobre 2018, n° 407903, *Sté Smith International France* », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, pp. 60-64
- « Note sous CJUE, 4 octobre 2018, C-416/17, *Commission contre France (précompte mobilier)* », *Fiscalité Internationale*, 2019, n° 1, pp. 50-52
- « La conformité de l'amendement Charasse à la Constitution : la déduction d'une charge financière est-elle vraiment un avantage fiscal ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2018, n° 39, comm. 410 (note sous Cons. const., 20 avr. 2018, n° 2018-701 QPC, *Mi Développement 2*)
- « L'assujettissement contestable aux contributions sociales sur les revenus du patrimoine et les revenus de placement des personnes affiliées au régime de sécurité sociale d'un « pays tiers » », *Revue de Droit Fiscal*, 2018, n° 20, comm. 278 (note sous CJUE, 10e chambre, 18 janvier 2018, aff. C-45/17, *Jahin*)
- « Les clauses anti-abus, le droit primaire et le droit dérivé de l'Union européenne : presque rien sur presque tout », *Revue de Droit Fiscal*, 2018, n° 11, comm. 223 (note sous CJUE, 6e chambre, 7 septembre 2017, aff. C-6/16, *Eqiom SAS, anciennement Holcim France SAS, et Enka SA* (avec Lauren Silberman))
- « L'identification des « paramètres pertinents pour établir la sélectivité » des avantages fiscaux », *Revue de Droit Fiscal*, 2017, n° 26, comm. 373 (note sous CJUE, grande chambre, 21 décembre 2016, aff. C-20/15 P, *Commission c/ World Duty Free Group SA, anciennement Autogrill España SA* et C-21/15 P, *Commission c/ Banco Santander SA et Santusa Holding SL*)
- « Le principe constitutionnel d'égalité corrélative et l'assujettissement contestable aux contributions sociales sur les revenus du patrimoine des personnes affiliées au régime de sécurité sociale d'un « pays tiers » », *Revue de Droit Fiscal*, 2017, n° 21, comm. 322 (note sous Cons. const., 9 mars 2017, n° 2016-615 QPC, *Époux V*)
- « La liberté européenne de circulation des capitaux et l'assujettissement contesté aux contributions sociales sur les revenus du patrimoine des personnes affiliées au régime de sécurité sociale d'un « pays tiers » », *Revue de Droit Fiscal*, 2017, n° 21, comm. 321 (note sous CE, 8e et 3e chambres, 25 janvier 2017, n° 397881, *Jahin*)
- « Dans quelle mesure une taxe affectée au financement d'une aide d'État doit-elle faire l'objet d'une nouvelle autorisation par la Commission européenne lorsque son régime évolue ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 51-52, comm. 675 (note sous CE, 9e et 10e chambres, 21 sept. 2016, n° 376193, *SAS Carrefour Hypermarchés*)
- « Vers l'irrégularité de toutes les valeurs locatives évaluées par comparaison ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 25, comm. 384, pp. 45-51 (note sous Cons. const., déc., 2 mars 2016, n° 2015-525 QPC, *SCI PB 12*)
- « Les clauses anti-abus et le droit de l'Union européenne », *Revue de Droit Fiscal*, 2016, n° 13, comm. 257, pp. 61-68 (note sous CE, 30 décembre 2015, n° 374836, *Sté Holcim France SAS*)
- « Tax sovereignty, national transfers of tax losses within international groups of companies and freedom of establishment », *Common Market Law Review*, 2015, n° 4, pp. 1079-1094 (note sous CJUE, Grande Chambre, 1^{er} avril 2014, Aff. C-80/12, *Felixstowe Dock and Railway Company Ltd and others*)

- « La contribution au service public de l'électricité, le rachat de l'électricité d'origine éolienne et le droit européen des aides d'État : *Et Lux Fuit ?* », *Revue de Droit Fiscal*, 2015, n° 43-44, comm. 653 (note sous CE, avis, sect., 22 juill. 2015, n° 388853, *Sté Praxair*)
- « Le droit de l'Union européenne et les conventions fiscales internationales : faut-il persister à ne pas reconnaître l'existence d'une clause fiscale de la nation la plus favorisée ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2015, n° 30, comm. 499, pp. 58-68 (note sous CE, 3e et 8e ss-sect., 12 mai 2015, n° 366398, *Sté Gist Brocades International BV*)
- « Les sportifs non-résidents et la retenue à la source de l'article 182 B : la saison n'est pas finie », *Revue de Droit Fiscal*, 2015, n° 18, comm. 297 (note sous CE, 3e et 8e ss-sect., 17 février 2015, n° 373230234, *min. c/ Fisichella*)
- « Les impositions perçues en violation du droit de l'Union européenne et la prescription des actions en restitution », *Revue de Droit Fiscal*, 2015, n° 5, comm. 123 (note sous Cass. com., 3 juin 2014, n° 13-16.744, F-P+B, *Sté Électricité de France*)
- « La difficile invocation des exceptions et dérogations à la libre circulation des capitaux protégeant les investissements immobiliers des résidents des pays tiers contre les différences de traitement fiscal », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 48, comm. 659 (note sous CE, 3e et 8e ss-sect., 20 octobre 2014, n° 367234, *min. c/ SCI Saint-Etienne*)
- « La contribution au service public de l'électricité, le rachat de l'électricité d'origine éolienne et le droit européen des aides d'État : *Fiat Lux !* » (avec Edouard DUBOUT), *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 29, comm. 450 (note sous CE, 9e et 10e ss-sect., 28 mai 2014, n° 324852, *Assoc. Vent de colère !*)
- « Dans quelle mesure l'article 164 C du CGI restreint-il la liberté de circulation des capitaux ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 25, comm. 392 (note sous CE, plén. fisc., 11 avril 2014, n° 332885, *min. c/ Mme Lappe*)
- « La retenue à la source prévue par l'article 182 A du CGI n'évince pas les règles d'assiette prévues par les autres dispositions du CGI, mais se combine avec elles », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 12, comm. 229 (note sous CE, 3e et 8e ss-sect., 4 décembre 2013, n° 354671, *min. c/ M. Langer*)
- « Précisions décisives sur la portée *ratione materiae* de la « clause de gel » de l'article 64 TFUE », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 4, comm. 91 (note sous CJUE, 3e ch., 17 octobre 2013, Aff. C-181/12, *Yvon Welte*)
- « Le Conseil d'État confirme l'inconventionnalité de l'imposition à un taux majoré des plus-values immobilières réalisées par des résidents suisses », *Revue de Droit Fiscal*, 2014, n° 3, comm. 81 (note sous CE, 9e et 10e ss-sect., 20 novembre 2013, n° 361167, *min. c/ M. Aaron*)
- « Les sportifs non-résidents et la retenue à la source de l'article 182 B : entre incertitudes nationales et certitudes européennes », *Revue de Droit Fiscal*, 2013, n° 48, comm. 532 (note sous CAA Versailles, 3e ch., 9 juillet 2013, n° 12VE00553, *M. Fisichella*)
- « Les résidents des États tiers à l'Union européenne face à l'imposition discriminatoire des plus-values immobilières : réflexions sur les protections offertes par les conventions fiscales internationales et le droit de l'Union européenne », *Revue de Droit Fiscal*, 2013, n° 25, comm. 348 (note sous CAA Lyon, 2e ch., 29 janvier 2013, n° 12LY00100, *SCI Saint-Étienne et Mme Aime*)
- « Réflexions sur les difficultés posées par la retenue à la source frappant les revenus français des sportifs non résidents (CGI, art. 182 B) », *Revue de Droit Fiscal*, 2012, n° 27, comm. 364 (note sous TA Montreuil, 10e ch., 2 décembre 2011, n° 1002695, *M. Fisichella*)

- « La contribution au service public de l'électricité est en phase avec le droit européen des aides d'État », *Revue de Droit Fiscal*, 2012, n° 5, comm. 127, pp. 55-62 (note sous CE, 9e et 10e ss-sect., 9 novembre 2011, n° 323273, *SNC Stop Hôtel Villeneuve-d'Ascq*)
- « Normalité, sélectivité et légitimité des régimes fiscaux dans l'Union européenne : les paradis fiscaux au purgatoire des aides d'Etat ? » (avec le Pr. Edouard DUBOUT), *Revue de Droit Fiscal*, 2012, n° 5, comm. 126, pp. 44-54 (note sous CJUE, Gde Chambre, 15 novembre 2011, Aff. C-106/09, *Commission c/ Gvt of Gibraltar et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, et Aff. C-107/09, *Commission et Royaume d'Espagne c/ Gvt of Gibraltar et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*)
- « Les exceptions à la liberté européenne de circulation des capitaux : réflexions sur le champ d'application de l'article 64 TFUE », *Revue de Droit Fiscal*, 2011, n° 24, comm. 393, pp. 26-32 (note sous CJUE, 3e ch., 5 mai 2011, Aff. C-384/09, *Prunus SARL et Polonium SA*)
- « La libre circulation des capitaux et l'imposition plus-values de cessions immobilières réalisées par des résidents d'États tiers à l'Union européenne », *Revue de Droit Fiscal*, 2011, n° 18-19, comm. 338, pp. 25-29 (note sous TA Montreuil, 10e ch., 25 février 2011, n° 0904837, *Mme Theriault*)
- « L'obligation de déclaration des comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger et la liberté européenne de circulation des capitaux », *Revue de Droit Fiscal*, 2011, n° 10, comm. 246, pp. 35-42 (note sous CE, 3e et 8e ss-sect., 17 déc. 2010, n° 330666, *Mme Throude*)
- « L'extension des libertés de circulation aux Etats tiers et le principe de proportionnalité » (avec le Pr. Edouard DUBOUT), *Revue de Droit Fiscal*, 2010, n° 49, comm. 588, pp. 19-24 (note sous CJUE, 28 octobre 2010, *Etablissements Rimbaud*)
- « L'application de l'article 164 C du Code général des impôts aux contribuables résidant hors de l'Union européenne et les engagements internationaux contenant des clauses de non-discrimination », *Revue de Droit Fiscal*, 2010, n° 41, comm. 525, pp. 35-38 (note sous CAA Paris, 24 juin 2010, *Mme Rossi di Montelera*)
- « La taxe sur les achats de viande (2001-2003) et le service public de l'équarrissage ne sont unis par aucun « lien d'affectation contraignant » », *Revue de Droit Fiscal*, 2009, n° 43, comm. 513, pp. 27-36 (note sous CE, 27 juillet 2009, *Sté Boucherie du Marché et SA Montaudis*)
- « Les taxes affectées à l'épreuve de l'invalidité des autorisations communautaires de régimes d'aides d'État qu'elles financent », *Revue de Droit Fiscal*, 2009, n° 27, comm. 396, pp. 27-31 (note sous CJCE, 22 décembre 2008, Aff. C-333/07, *société Régie Networks* ; puis CAA Lyon, 2 avril 2009, *société Régie Networks*)
- « La taxe de 3 % et l'Espace Économique Européen : quel scénario pour le « spin off » de l'affaire *Elisa* ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2009, n° 17, comm. 292, pp. 40-45 (note sous Cass. Com., 10 février 2009, n° 07-13.562, *Ets Rimbaud*)
- « La taxe sur les ventes et locations de vidéogrammes est-elle compatible avec le droit communautaire des aides d'État ? », *Revue de Droit Fiscal*, 2009, n° 11, comm. 241, pp. 41-45
- « Condamnation de la France pour absence de récupération d'aides d'État illégales », *Revue de Droit Fiscal*, 2008, n° 51, pp. 3-5
- « Régime des groupes (affaire Papillon): l'atteinte à la liberté d'établissement est justifiée mais disproportionnée », *Revue de Droit Fiscal*, 2008, n° 49, pp. 3-5
- « Aides d'État sous forme fiscale non notifiées : la Cour de cassation rappelle les « missions » du juge national », *Revue de Droit Fiscal*, 2008, n° 48, comm. 600, pp. 55-61 (note sous Cass. com., 23 sept. 2008, n° 06-20.945, *Sté Ecomax*)

- « La taxe de 3% et la prohibition des discriminations fiscales : épilogue », *Revue de Droit Fiscal*, 2008, n° 17, comm. 291, pp. 24-30 ; et *JCP Entreprise et affaires*, 2008, n° 21, comm. 1699, pp. 46-52 (notes sous Cass. com., 8 avr. 2008, n° 02-10.359, *Sté Elisa*)

Encyclopédies

a) Droit fiscal – traitements et salaires :

- Fascicule « Traitements et salaires - Professions salariées et assimilées », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 403-10 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Professions salariées et assimilées (suite) », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 403-20 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Professions salariées et assimilées (fin) », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 403-30 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Indemnités, primes, revenus divers », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 405-10 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Prestations sociales – Avantages en argent ou en nature », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 405-20 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Indemnisation du chômage et mesures annexes », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 408-10 (décembre 2013)
- Fascicule « Traitements et salaires - Revenus de fin d'activité », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 408-20 (septembre 2014)
- Fascicule « Traitement et salaires : allocations pour frais d'emploi », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 410-10 (septembre 2014)
- Fascicule « Traitement et salaires : autres revenus exonérés », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 410-20 (septembre 2014)
- Fascicule « Pensions et rentes viagères : Pensions de vieillesse et de retraite – Pensions d'invalidité », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 415-10 (septembre 2014)
- Fascicule « Pensions et rentes viagères : Pensions de vieillesse et de retraite – Pensions d'invalidité – Données chiffrées », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 415-20 (septembre 2014)
- Fascicule « Pensions et rentes viagères : Pensions alimentaires – Pensions diverses – Rentes viagères - Prestations de retraite servies sous forme de capital », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 415-30 (septembre 2014)
- Fascicule « Traitements et salaires - Traitement et salaires, pensions et rentes viagères : détermination du revenu brut », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 420 (septembre 2014)
- Fascicule « Traitements et salaires - Traitement et salaires, pensions et rentes viagères : détermination du revenu brut – Evaluation des avantages en nature », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 420-10 (septembre 2014)

b) Droit fiscal – plus-values :

- Fascicule « Plus-values de cessions de biens meubles et valeurs mobilières - généralités », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 805 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de biens meubles autres que valeurs mobilières », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 810 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – champ d'application », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-10 (janvier 2010)

- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – exonérations », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-20 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – détermination de l’assiette imposable – calcul de la plus-value nette », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-30 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – détermination de l’assiette imposable – Abattement pour durée de détention », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-40 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – détermination de l’assiette imposable – prise en compte des pertes », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-50 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droit sociaux – Modalités d’imposition – Fait générateur – Calcul de l’impôt », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-60 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Modalités d’imposition – Différés d’imposition », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-70 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Obligations déclaratives – Contrôles », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 820-80 (janvier 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions valeurs mobilières et de droits sociaux – Fonds communs de placement ordinaires », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 830-10 (mai 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Fonds communs de placement à risques – Fonds communs de placement dans l’innovation – Parts de *carried interest* », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 830-20 (mai 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Sociétés d’investissement – Clubs d’investissement », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 830-30 (mai 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Marchés dérivés – MATIF », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 840-10 (septembre 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Marchés dérivés – Marchés d’options négociables », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 840-10 (septembre 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Marchés dérivés – Profits réalisés sur bons d’options », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 840-30 (septembre 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux – Marchés dérivés – Fonds communs d’intervention sur les marchés à terme », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 840-40 (septembre 2010)
- Fascicule « Plus-values de cessions imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 850 (septembre 2010)

c) Droit fiscal – produits financiers :

- Fascicule « Produits financiers - revenus des valeurs mobilières », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-40 (juin 2013)
- Fascicule « Produits financiers - revenus des créances et des prêts », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-42 (juin 2013)

- Fascicule « Produits financiers - primes de remboursements d'emprunts et intérêts capitalisés », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-44 (juin 2013)
- Fascicule « Produits financiers - écarts de valeur liquidative des parts ou actions d'OPCVM », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-46 (juin 2013)
- Fascicule « Produits financiers - opérations réalisées sur les marchés financiers à terme », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-48 (juin 2013)
- Fascicule « Produits financiers - produits perçus par les entreprises d'assurances », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 228-49 (juin 2013)

d) Droit de l'Union européenne – aides d'Etat :

- Fascicule « Les aides d'État sous forme fiscale – champ du contrôle communautaire », *Juris-classeur Impôts Directs (Traité)*, n° 1160 (décembre 2008)

e) Contentieux administratif :

- Fascicule « Créances fiscales des collectivités publiques » du *Répertoire de Contentieux Administratif Dalloz* (juin 2006)
- Fascicule « Exception d'illégalité » du *Répertoire de Contentieux Administratif Dalloz* (en collaboration avec le Pr. Olivier GOHIN) (juin 2005)
- Fascicule « Intervention » du *Répertoire de Contentieux Administratif Dalloz* (en collaboration avec le Pr. Olivier GOHIN) (juin 2005)
- Fascicule « Tierce Opposition » du *Répertoire de Contentieux Administratif Dalloz* (en collaboration avec le Pr. Olivier GOHIN) (juin 2005)

f) E-fascicules (LexisNexis) :

- Traitements et salaires (depuis 2009)
- Plus-values mobilières (depuis 2009)
- Aides d'Etat sous forme fiscale (depuis 2009)

g) Autres :

- Rubriques « Aides d'Etat à caractère fiscal », « Exit tax », « Harmonisation fiscale », « Impôt européen » et « souveraineté fiscale » In Gilbert ORSONI (Dir.), *Finances publiques - Dictionnaire encyclopédique*, Economica, 2017.
- Participation à la rédaction de la rubrique « Revue des revues » (chronique bibliographique) de l'*Annuaire de Droit Européen* (de 2003 à 2010), sous la direction de Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, Claude BLUMANN, Hélène GAUDIN et Fabrice PICOD

Organisation de colloques

- Organisation d'un colloque international intitulé *Le contribuable et les libertés*, en collaboration avec Néji BACCOUCHE (3, 4 et 5 novembre 2016 à Sfax, Tunisie). Les actes ont été publiés par la *Revue Tunisienne de Fiscalité* (V. *supra*)
- Organisation d'un colloque international intitulé *L'endettement et l'impôt*, en collaboration avec Néji BACCOUCHE (22, 23 et 24 novembre 2012 à Sfax, Tunisie). Les actes ont été publiés par la *Revue Tunisienne de Fiscalité* (V. *supra*)

- Organisation d'un colloque international intitulé *Les libertés européennes de circulation : In varietate concordia ?*, en collaboration avec Edouard DUBOUT (15 et 16 mars 2012). Les actes ont été publiés chez Bruylant (V. supra)
- Organisation d'un colloque international intitulé *Droit de l'Union européenne et droit international : les interactions normatives*, en collaboration avec Laurence BURGORGUE-LARSEN, Edouard DUBOUT et Sébastien TOUZE (3 et 4 février 2011). Les actes ont été publiés chez Pédone (V. supra)
- Organisation d'un colloque international consacré à *l'Etat et l'entreprise* à l'Université Paris-Est Créteil, en coopération avec la Faculté de Droit de Sfax (6 et 7 mai 2010). Les actes ont été publiés par la *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2012, n° 17, pp. 1-375
- Organisation d'un colloque international consacré aux *implications financières, fiscales et douanières de l'Union euro-méditerranéenne* à l'Université Paris 12, en coopération avec la Faculté de Droit de Sfax (25 et 26 mai 2009). Les actes ont été publiés par la *Revue Tunisienne de Fiscalité*, 2009, n° 12, pp. 271-498
- Organisation d'un colloque international consacré aux *aides d'Etat sous forme fiscale* à la Faculté de Droit de l'Université Paris 12 (25 et 26 septembre 2008). Un résumé des débats a été publié par la *Revue de Droit Fiscal* (V. supra)

Médias

- Signataire de la tribune « Il est encore possible de réanimer l'Union Européenne », *Le Monde*, 24 septembre 2018 (https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/24/il-est-encore-possible-de-reanimer-l-union-europeenne_5359147_3232.html). Cette tribune a également été publiée dans le *Franfurter Allgemeine Zeitung*, *Publico*, et *Ta Nea*.
- « Pour une fiscalité européenne protectrice », *Le Monde Eco & Entreprises*, 15 juin 2017, p. 6 (https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/06/14/pour-une-fiscalite-europeenne-protectrice_5144359_3232.html)

Interventions non publiées

- Conclusion du colloque *Big data : enjeux juridiques et fiscaux*, Colloque annuel de l'AM2FA du 24 février 2020 à la Cour administrative d'appel de Paris
- « Année 2019 : un tournant dans l'histoire de la fiscalité internationale », Conférence LPA-CGR, 17 décembre 2019 et 30 janvier 2020 (avec M. Pierre-François Racine et Me Jacques-Henry de Bourmont)
- « Taxation of the digital Economy », In *The future of EU Tax Harmonisation*, Colloque organisé le 10 décembre 2019 à Bruxelles par le Tax Institute de l'Université de Liège, l'Université Catholique de Louvain et le Max Planck Institute for Tax Law and Public Finance de Munich
- « Les exportations et l'accord d'association entre la Tunisie et l'Union européenne », In *Où va le régime des exportations*, colloque organisé par les Facultés de droit de Sfax et de l'UPEC, 1^{er} novembre 2019
- Intervention à la Master Class *La fiscalité des GAFAs* organisée le 28 octobre 2019 à la Questure de l'Assemblée Nationale par M. Mounir Mahjoubi
- « Le misure finanziaria e tributaria per per il patrimonio culturale : Best practices internazionali e proposte per il sistema italiano - Le best practices nel sistema Francese », In Pietro Selicato (dir.), *Finanza Pubblica e fiscalità per il patrimonio culturale*, Université Sapienza, Rome, 16 juin 2019

- « Misure finanziarie e tributarie per per il patrimonio culturale - L'esperienza Francese », In Lorenzo del Federico (dir.), *Finanza Pubblica e fiscalità per il patrimonio culturale*, Université Pescara, 14 juin 2019
- « Le droit européen et les rulings fiscaux nationaux : en attendant l'affaire *Apple* », Master Class de l'AM2FA du 24 avril 2019
- Conclusion du colloque *L'intelligence artificielle : enjeux juridiques et fiscaux*, Colloque annuel de l'AM2FA du 29 novembre 2018 à la Cour administrative d'appel de Paris
- « Une harmonisation fiscale européenne est-elle possible », In *La fiscalité du futur*, Assemblée Nationale, 13 octobre 2018
- « Droit à l'erreur, régularisation et office du juge en droit fiscal », 21 juin 2018, Etats généraux du droit administratif, organisés par le Conseil d'Etat et le Conseil National des Barreaux
- Intervention au séminaire *Fair Taxation Seminar in Paris* organisé le 8 juin 2018 par la Commission européenne (vidéo en ligne : https://player.cdn.tv1.eu/player/macros/eu/taxud-paris_080818)
- Conclusion du colloque *Les aspects fiscaux de l'économie collaborative*, Colloque annuel de l'AM2FA du 29 novembre 2017 à la Cour administrative d'appel de Paris
- « L'administration fiscale et la déontologie », 30 juin 2017, Etats généraux du droit administratif, organisés par le Conseil d'Etat et le Conseil National des Barreaux
- « La confiance légitime et la sécurité juridique en droit fiscal européen », Carrefour annuel du droit européen, Maison du Barreau, 9 mai 2017
- « Anti Tax Avoidance Directive (ATAD) and the interest limitation clause », In *Corporate Tax Base: Towards a European New Deal*, organisé par le Prof. Mario GRANDINETTI les 5 et 6 mai 2017 à Turin
- « La justification des entraves fiscales », In *Les trente ans de l'arrêt Avoir Fiscal*, Colloque annuel de l'AM2FA du 14 octobre 2016 à la Cour administrative d'appel de Paris
- « The constraints on public finance as a restriction on judicial protection of rights - The France case law in the European scenario », In *Enforcing Economic, Social and Cultural Rights before International and Domestic Courts*, Summer School 2016, organisé par l'Université G. D'Annunzio de Chieti-Pescara du 12 au 16 septembre 2016
- « Les aides d'Etat sous forme fiscale et la concurrence fiscale dommageable », In *Concurrence fiscale et aides d'Etat*, Colloque annuel de l'AM2FA du 24 septembre 2015
- « Les libertés européennes et la fiscalité », In *En 2014, les libertés du contribuable sont-elles toujours garanties ?*, Colloque annuel de l'AM2FA du 25 juin 2014 à la Cour administrative d'appel de Paris
- « L'impôt sur le revenu et le territoire », In *L'impôt sur le revenu en débat*, Colloque de l'IRJS du 6 juin 2014
- « Tax Law issues in the Economic and Financial Crisis », In *Themis Seminar 2014 - Legal Challenges in the European Economic and Financial Crisis*, 26-28 March 2014, University Paris-Est Créteil, with ESADE, Bocconi, Freie Universität Berlin and SMU Singapore.
- « La notion d'optimisation fiscale », In *Peut-on sécuriser l'imposition des entreprises multinationales?*, Séminaire de la Chambre de Commerce Internationale du 24 septembre 2013
- « Fiscalité internationale & stratégie entrepreneuriale », In *Le droit comme stratégie*, Colloque annuel de l'AM2FA du 19 juin 2013

- « La bonne gouvernance fiscale : approches internationale et européenne », In *La bonne gouvernance fiscale*, colloque organisé à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence les 27 et 28 mai 2011
- « La double imposition et le droit de l'Union Européenne », In *Les ateliers de droit fiscal* du 5 mai 2011 (Université Paris I)
- « La fin de la concurrence fiscale dommageable ? », In *Les ateliers de droit fiscal* du 23 février 2010 (Université Paris I)
- « L'harmonisation fiscale européenne », In *Au-delà des effets d'annonce prédisant la fin des paradis fiscaux, quelle coopération fiscale en Europe ?*, Séminaire organisé au Sénat le 17 octobre 2009

Auditions

- Audition par la Mission d'information sur la gestion du risque budgétaire associé aux contentieux fiscaux et non fiscaux de l'État – Assemblée Nationale, 17 avril 2018
- Présentation de l'étude « The Overseas Countries and Territories (OCT) of France, as defined in Annex II (TFEU), and the relations of France with these OCTs » devant la Commission PANA du Parlement européen, séance du 2 mai 2017, disponible sur <http://www.europarl.europa.eu/committees/en/pana/publications.html?action=1&tab=Presentations%20/%20Speeches>
- Présentation du système fiscal français, Visite de l'Office National d'Audit de la République Populaire de Chine, Paris, 8 septembre 2015

A paraître

Articles

- « Note sous CJUE (grande chambre), 3 mars 2020, *Vodafone Magyarország Mobil Távközlési Zrt. c/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága*, aff. C-75/18. – et CJUE (grande chambre), 3 mars 2020, *Tesco-Global Áruházak Zrt. c/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága*, aff. C-323/18 », *Fiscalité Internationale*, 2020, n° 2
- « Mobilité des sociétés et droit fiscal dans l'Union européenne », In *La mobilité des sociétés dans l'Union européenne – Aspects juridiques et fiscaux*, colloque organisé au Sénat le 14 décembre 2018
- « Les aides économiques locales et la fiscalité », In *Les aides économiques locales : de quel droit ?*, colloque organisé à l'Université Paris I le vendredi 29 novembre 2019
- « Droit fiscal européen (1^{er} mars 2019 – 31 mars 2020) » (avec Edoardo TRAVERSA), *Journal de droit européen*, 2020
- « Chronique de fiscalité – année 2019 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2020, n° 2
- « Codification in tax law: a comparative analysis - France », In Pietro Selicato (dir.), *Codification in tax law*, *International Tax Law Review*
- « Public finance and tax measures for the cultural heritage - Questionnaire concerning France », In Lorenzo del Federico (dir.), *Finanza Pubblica e fiscalità per il patrimonio culturale*
- « Les aspects sociaux et fiscaux de la société civile immobilière » (avec Me Nicole ORDONNEAU)

Actes de colloques

- « Les solidarités européennes en matière fiscale », In Alain SUPIOT, *Revisiter les solidarités en Europe*, Collège de France, 18 et 19 juin 2018 (vidéo en ligne : <https://www.college-de-france.fr/site/alain-supiot/symposium-2018-06-18-19-1h00.htm>)
- « Investissements et fiscalité dans le droit de l'Union européenne », In *L'incitation à l'investissement, quoi de neuf ?* (Actes du 11^e colloque international organisé par les Facultés de droit de Sfax et de l'UPEC à Sfax du 2 au 4 novembre 2017), à paraître à la *Revue Tunisienne de Fiscalité*
- « La prise de position provoquée en droit fiscal », Actes du colloque *La prise de position provoquée en droit administratif* organisé à la Faculté de droit de l'UPEC les 27 et 28 avril 2017, à paraître à l'Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et essais
- « L'apport en industrie », In *Journée d'Etudes sur les problématiques pratiques à la lumière des nouvelles modifications introduites dans le code de Commerce*, Colloque organisé à Alger par la Chambre Nationale des Notaires et Lexis Nexis le 19 avril 2016
- « Les facultés contributives des contribuables et le Conseil constitutionnel français », In *Il limite massimo all'imposizione tributaria nell'esperienza Italiana ed Europea*, Colloque organisé par le Dipartimento di Giurisprudenza de Bergame les 15 et 16 avril 2016

Matières enseignées durant les six dernières années

2019-2020

Conférence d'actualité – présentation aux étudiants d'articles de doctrine récents	Master 2 Droit Fiscal & DU Droit Fiscal	UPEC / HEDAC	20 heures
Droit fiscal international et européen (6 séminaires : stratégies d'implantation des entreprises, stratégies d'implantation des groupes de sociétés, mobilité fiscale internationale des personnes physiques, prix de transfert, fiscalité internationale du patrimoine, fiscalité internationale des produits financiers)	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	36 heures
European Taxation	Master 2 Droit Fiscal & Master 2 Droit Européen	UPEC	33 heures
Fiscalité et libertés	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	33 heures

2018-2019

Conférence d'actualité – présentation aux étudiants d'articles de doctrine récents	Master 2 Droit Fiscal & DU Droit Fiscal	UPEC / HEDAC	20 heures
Droit fiscal international et européen (6 séminaires : stratégies d'implantation des entreprises, stratégies d'implantation des groupes de sociétés, mobilité fiscale internationale des personnes physiques, prix de transfert, fiscalité internationale du patrimoine, fiscalité internationale des produits financiers)	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	36 heures
European Taxation	Master 2 Droit Fiscal & Master 2 Droit Européen	UPEC	33 heures
Fiscalité personnelle	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	33 heures
Fiscalité et libertés	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	27 heures

2017-2018

Droit fiscal international et européen (6 séminaires : stratégies d'implantation des entreprises, stratégies d'implantation des groupes de sociétés, mobilité fiscale internationale des personnes physiques, prix de transfert, fiscalité internationale du patrimoine, fiscalité internationale des produits financiers)	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	36 heures
European Taxation	Master 2 Droit Fiscal & Master 2 Droit Européen	UPEC	33 heures
Fiscalité personnelle	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	35 heures
Fiscalité et libertés	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	18 heures

2016-2017

Droit fiscal international et européen (7 séminaires : mobilité fiscale internationale des personnes physiques, prix de transfert, fiscalité internationale du patrimoine, fiscalité internationale des produits financiers, aides d'Etat sous forme fiscale, procédures fiscales internationales, lutte contre l'évasion fiscale internationale)	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	42 heures
European Taxation	Master 2 Droit Fiscal & Master 2 Droit Européen	UPEC	33 heures
Mondialisation et évasion fiscale	Master	Univ. Sfax	20 heures
Fiscalité personnelle	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	35 heures
Droit fiscal international	Master fiscalité de l'entreprise	Univ. Aix Marseille	12 heures
Fiscalité et libertés	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	18 heures
Droit public européen de la concurrence	Master 2 Droit Européen	UPEC	9 heures
Fiscalité des plus-values	Master 2 Fiscalité personnelle	Univ. Aix Marseille	6 heures

2015-2016

Droit fiscal international et européen (7 séminaires : mobilité fiscale internationale des personnes physiques, prix de transfert, fiscalité internationale du patrimoine, fiscalité internationale des produits financiers, aides d'Etat sous forme fiscale, procédures fiscales internationales, lutte contre l'évasion fiscale internationale)	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	42 heures
European Taxation	Masters 2 Droit Fiscal & Droit Européen	UPEC	33 heures
Droit fiscal international français	Master 2 Droit Fiscal	UPEC	35 heures
Droit fiscal européen	Master	Université de Sfax	20 heures
Fiscalité personnelle	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	35 heures
Droit fiscal international	Master fiscalité de l'entreprise	Univ. Aix Marseille	12 heures
Fiscalité et libertés	Master 1 Droit Fiscal	UPEC	18 heures
Droit public européen de la concurrence	Master 2 Droit Européen	UPEC	9 heures
Fiscalité des plus-values	Master 2 Fiscalité personnelle	Univ. Aix Marseille	6 heures
Finances publiques	IPAG	Université Paris II	30 heures

Direction de thèses

Nom de l'étudiant	Sujet de thèse	Date d'inscription	Date de soutenance
M. Thomas PULCINI	La charge de la preuve en droit fiscal	01/05/2008	Thèse soutenue le 16/06/2011
M. El Hadji Dialigue BA	Les prix de transfert au Sénégal	01/09/2008	Thèse soutenue le 07/07/2011
Mme Magali GUIMARÃES DE FREITAS	Les prix de transfert pratiqués par les entreprises transnationales françaises et brésiliennes de 1994 à 2010 : cas des droits de la propriété incorporelle	01/09/2008	Thèse soutenue le 18/11/2010
Mlle Imen GHARSALLAH (en codirection avec le Pr. Néji Baccouche)	Le territoire en droit fiscal	01/01/2009	Thèse soutenue le 12/07/2019
M. Fabrice PEZET	La fiscalité et le marché – De l'Etat fiscal à la fiscalité de marché	01/09/2012	Thèse soutenue le 28/11/2017
Mme Henda FATTOUM (en codirection avec Jamel AJROUD)	Le taux de l'impôt	01/03/2014	2020
Mme Marie HEMERY	Citoyenneté et fiscalité dans l'Union européenne	01/09/2015	2020
M. Kadialy NOBA	Fiscalité des prestations de services importés en Afrique francophone	01/10/2016	2020
Gabriel STOLLSTEINER	Impôt et propriété privée : les limites constitutionnelles et conventionnelles à la souveraineté économique	01/09/2016	2020
Lauren SILBERMAN	Les dispositifs anti-abus et le droit international et européen	01/09/2017	2021

Jurys de thèses et d'habilitation à diriger des recherches

1. M. Selçuk ALTINDAG : thèse intitulée *La coopération communautaire face à la concurrence fiscale dommageable* (Université Paris 13, 2007)
2. Monsieur Kubokoso NDELA : thèse intitulée *Les activités minières et la fiscalité (cas de la République Démocratique du Congo)* (Université Paris I, 2008)
3. Madame Daniele PERREIRA DA SILVA HUBLER : thèse intitulée *La fiscalité internationale des intérêts* (Université Paris I, 2008)
4. Madame Marilynne PRODHOMME-SADOWSKY : thèse intitulée *Droit OMC, droit communautaire et fiscalité directe* (Université Paris I, 2008)
5. Monsieur Lukasz STANKIEWICZ : thèse intitulée *L'abus de convention fiscale internationale* (Université Lyon III, 2009)
6. Monsieur Fadoul ABDOULAYE-SABRE : thèse intitulée *Les mécanismes de gestion des revenus pétroliers au Tchad* (Université Paris 5, 2009)
7. HDR de Monsieur Bruno TRESCHER (Université de Strasbourg, 2009)
8. HDR de Madame Laurence VAPAILLE (Université d'Evry, 2009)
9. Monsieur Roger MEYONG ABATH : thèse intitulée *L'harmonisation fiscale en zone CEMAC* (Université Paris IX - Dauphine, 2010)
10. Monsieur Thomas IREH ASSIM : thèse intitulée *La TVA en Afrique centrale* (Université Paris I, 2010)
11. Monsieur Jérôme MONSENEGO : thèse intitulée *Taxation of Foreign Business Income within the European Internal Market – An analysis of the conflict between the objective of achievement of the European internal market and the principles of territoriality and worldwide taxation* (Stockholm School of Economics, 2011)
12. Monsieur Seydou Badian KOUYATE : thèse intitulée *Le traitement fiscal des investissements dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : approches des droits internes et du droit communautaire* (Université Paris Descartes, 2011).
13. Madame Najla ABDEDDEYEM : thèse intitulée *L'évolution de la fiscalité de la famille en Tunisie* (Université de Sfax – Tunisie, 2013).
14. Monsieur Gaël GASNET : thèse intitulée *La juridiciarisation de l'endettement public* (Université Paris Descartes, 2013).
15. Monsieur Olivier PEIFFERT : thèse intitulée *L'application du droit européen des aides d'Etat aux mesures de protection de l'environnement* (Université de Lorraine, 2013).
16. Monsieur Hyppolyte NAMAYELE BEN BATHWA : thèse intitulée *Accords de partenariat économique et dynamiques fiscales en Afrique – Etude systématique de la politique fiscale en Afrique* (Université Paris I, 2013).
17. Monsieur Jean Marc ESSONO NGUEMA : thèse intitulée *La fiscalité et la protection du patrimoine naturel* (Université Toulouse I Capitole, 2015).
18. Madame Anapaula TRINDADE MARINHO : thèse intitulée *La subsidiarité des conventions fiscales* (Université Paris I, 2015).
19. Madame Saoussen JAMMOUSSI AZAIEZ : thèse intitulée *La prescription et le temps en droit fiscal tunisien* (Université de Sfax – Tunisie, 2015).
20. Madame Aida KTATA : thèse intitulée *Le paiement de l'impôt en droit tunisien* (Université de Sfax – Tunisie, 2016).
21. Madame Ahlem BENABDERRAZAK : thèse intitulée *L'intégration de la fiscalité indirecte dans l'Union européenne* (UPEC, 2017).
22. Monsieur Renaud JAUNE : thèse intitulée *Le droit et la régulation des prix de transfert* (Université Paris 1, 2018).

23. Madame Sabine GARROY : thèse intitulée *Contribution à l'étude du régime de fiscalité directe des entreprises sociales en Belgique* (Université Liège, 2019).
24. Madame Alice FOURNIER : thèse intitulée *L'harmonisation européenne des impôts directs* (Université de Bordeaux, 2019).
25. Madame Emilie DUSSAU : thèse intitulée *Le droit fiscal des entreprises à l'épreuve de la diversification des instruments financiers* (Université Paris I, 2020).